

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 34/001/2006 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 238/05 (AMR 34/038/2005 du 14 septembre 2005)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

GUATÉMALA

Fredy Peccerelli (h), président de la *Fundación de Antropología Forense de Guatemala* (FAFG, Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale)

Bianka Peccerelli Monterroso (f), sœur de Fredy Peccerelli

Omar Girón de León (h), responsable du laboratoire de la FAFG et mari de Bianka Peccerelli Monterroso

Jeannette Peccerelli (f), ex-femme de Fredy Peccerelli

ainsi que d'autres membres de la FAFG

Nouvelle personne menacée :

Gianni Peccerelli (h), frère de Fredy Peccerelli

Londres, le 13 janvier 2006

Ces derniers jours, Fredy Peccerelli, président de la *Fundación de Antropología Forense de Guatemala* (FAFG, Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale), basée à Guatemala, ainsi que son frère Gianni Peccerelli, sa sœur Bianka Peccerelli Monterroso et son beau-frère Omar Girón de León ont été menacés de mort. Amnesty International pense qu'ils sont en grand danger.

Le 9 janvier, Fredy Peccerelli a reçu sur son téléphone portable un télémessagerie qui disait : « *Fils de pute : on va tuer ton frère Yani. On l'a bien repéré dans [sa] Volvo sans pare-brise arrière. Arrêtez les exhumations, fils...* ». Le message faisait sans doute référence au frère de Fredy Peccerelli, Gianni Peccerelli. Celui-ci a récemment acquis une Volvo sans pare-brise arrière qui n'est toujours pas réparée.

Le jour suivant, entre 9 h 30 et 14 heures, une lettre anonyme a été déposée dans la boîte aux lettres du domicile de la sœur de Fredy Peccerelli, Bianka Peccerelli Monterroso, et de son mari, Omar Girón de León, responsable du laboratoire de la FAFG. En voici le contenu : « *Fils de pute, vous n'avez pas encore laissé tomber, on va vous tuer. Fredi, tu ne comprends pas ? On va enlever ta sœur et la violer sans répit. Si vous n'arrêtez pas, on va [vous l']envoyer en petits morceaux. Omar sera veuf, mais juste pendant quelques minutes, ensuite on va te mettre une balle dans la tête. On va tous vous tuer un par un. Mort aux anthropologues. Fredy révolutionnaire. Omar, prépare-toi.* »

Fredy Peccerelli et d'autres membres de la FAFG ont reçu de nombreuses menaces de mort en raison des travaux qu'ils mènent pour exhumer des charniers les corps de personnes exécutées par les forces armées guatémaltèques et leurs auxiliaires civils au début des années 1980. En 2002, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé que Bianka Peccerelli Monterroso, Omar Girón de León, Fredy Peccerelli et d'autres membres de la FAFG bénéficient de mesures de protection. Toutefois, Amnesty International craint que ce niveau de protection ne soit insuffisant. À la suite des menaces de mort dirigées contre Bianka Peccerelli Monterroso et Omar Girón de León en septembre 2005 (voir la précédente AU, AMR 34/038/2005 du 14 septembre 2005), deux policiers ont été postés devant leur domicile et Bianka Peccerelli Monterroso s'est vu accorder une protection policière vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Or, certains jours, à partir de la fin du mois de décembre 2005, les deux policiers ne se sont pas présentés. Le 7 janvier, soit trois jours avant que Bianka Peccerelli Monterroso et son mari ne reçoivent la lettre de menaces de mort, ils ont cessé de venir. Depuis les dernières menaces, la police surveille les domiciles de Gianni Peccerelli et de Bianka Peccerelli Monterroso. Toutefois, ces derniers ayant fait l'objet de menaces directes, la FAFG demande aux autorités de leur accorder une protection individuelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre et de veiller au maintien de ce niveau de protection.

Jeannette Peccerelli, l'ex-femme de Fredy Peccerelli, bénéficie d'une protection policière vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis qu'elle a été menacée avec une arme en août 2005, en raison, semble-t-il, de son lien avec Fredy Peccerelli. Le 5 janvier 2006, alors qu'elle faisait des courses avec ses deux enfants sous l'escorte du policier chargé de sa protection, un inconnu a commencé à les suivre. Craignant pour leur sécurité, ils ont été contraints de renoncer à leurs occupations.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous très préoccupé par la sécurité de Bianka Peccerelli Monterroso, Gianni Peccerelli, Fredy Peccerelli, Omar Girón de León et Jeannette Peccerelli ;

– appelez les autorités à prendre des mesures sur-le-champ afin d'offrir toute la protection nécessaire aux personnes nommées ci-dessus ainsi qu'aux bureaux de la FAFG, conformément à la demande formulée en 2002 par la Commission interaméricaine des droits de l'homme ;

– demandez l'ouverture immédiate d'une enquête approfondie sur ces menaces et priez les autorités d'en rendre les résultats publics et de traduire en justice les responsables présumés ;

– demandez aux autorités d'expliquer les raisons pour lesquelles elles n'ont pas mené d'enquêtes approfondies sur les précédentes menaces adressées aux membres de la FAFG ;

– rappelez aux autorités le droit des défenseurs des droits humains de mener leurs activités sans restrictions ni craintes de représailles, tel qu'il est proclamé dans la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

APPELS À :

Vice-ministre de l'Intérieur :

Vice-Ministro de Gobernación
Julio César Godoy Anleu
6a.Avenida 4-64, zona 4, nivel 2
Ciudad de Guatemala
Guatemala

Fax : + 502 2361 5914

Formule d'appel : *Señor Ministro* / Monsieur le Ministre,

Chef du bureau du procureur spécial des droits humains :

Jefa de la Fiscalía de Sección de Derechos Humanos
Rosa María Salazar Marroquín
7a. Avenida 11-20, Zona 1, Segundo nivel
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 2230 5296 (si un correspondant vous répond, demandez la ligne de fax : "*por favor, tono de fax*")

Formule d'appel : *Estimada Fiscal*, / Madame le Procureur,

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

Fundación de Antropología Forense de Guatemala (FAFG)
Avenida Simón Cañas 10-64, Zona 2
Ciudad de Guatemala
Guatemala

Fax : +502 2254 0882 / 2288 7297 / 2288 7302 (si un correspondant vous répond, demandez la ligne de fax : "*por favor, tono de fax*")

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 24 FÉVRIER 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*